

Stéphane Rossini

Vice-président du Conseil national

Oui, la caisse publique contribue aux économies !

Pour les opposants à l'initiative demandant l'introduction d'une Caisse publique d'assurance-maladie, qui se nourrissent du système de santé et utilisent l'assurance sociale obligatoire comme pompe à profits pour vendre leurs assurances complémentaires, la Caisse publique ne produirait aucune économie. Etrange affirmation de ceux qui doivent appliquer le principe d'économicité des prestations LAMal et sont sensés maîtriser la notion d'efficience ! Il est évident que les concernés n'avoueront jamais gaspiller nos primes. Pourtant, la concurrence entre les caisses est une véritable aberration en terme de rationalité économique.

Ainsi, prétendre qu'il ne sert à rien d'agir sur les 4.5%-5% de frais administratifs est à la fois irresponsable et cynique. Car, derrière les pourcents, a priori modestes, se nichent des centaines de millions de francs. Malgré l'absence de transparence, on peut affirmer aisément qu'avec la Caisse publique, on pourra (au moins) réduire les dépenses suivantes :

- Coûts de gestion des changements de caisses : entre 300 et 500 millions par an.
- Publicité, marketing, démarchage : au moins 200 millions par an.
- Réduction du volume élevé des réserves : 3 à 4 milliards !
- Réduction des charges administratives découlant de l'application de la compensation des risques (qui deviendra de plus en plus complexe) : plusieurs dizaines de millions.
- Application par les cantons du contentieux et, par la Confédération et les cantons, de la surveillance de la concurrence et du nombre invraisemblable de types de primes : plusieurs dizaines de millions.
- Pour les fournisseurs de prestations (hôpitaux, EMS, Spitex,

Médecins, Infirmières), réduction des complications administratives liées à la pluralité des assureurs : plusieurs dizaines de millions.

Sans parler ...

- Des millions gaspillés pour les lobbys politiques et la lutte contre la Caisse publique.
- Des dizaines de millions d'heures perdues par les citoyens suisses pour se mouvoir dans ce système complexe.

Mais, toucher à ces millions, ça fait mal ! C'est fermer le robinet des bénéfices et du pouvoir. Guère étonnant donc que les assureurs nient en bloc les effets positifs de la Caisse publique, même sur les coûts de fonctionnement. Concrètement, ce sont certainement entre 800 millions et 1 milliard de francs par an qui peuvent être économisés, sans considérer les effets à long terme ou la réduction des réserves. Prétendre que l'on n'économisera rien, n'est que malhonnêteté et mensonge. Une attitude finalement ordinaire, que les caisses sont habituées à véhiculer, depuis belle lurette.

Mieux vaut utiliser ces centaines de millions pour les soins, plutôt que pour satisfaire les assurances privées, agrandir les palaces ou alimenter nombre de salaires indécents des administrateurs de caisses. La sécurité sociale est pour elles l'occasion de juteux profits !

[Retour](#)